

## MONACO 2020 – RAPPORT SUR LES DROITS DE L’HOMME

### RÉSUMÉ

La Principauté de Monaco est une monarchie constitutionnelle dans laquelle le prince souverain est à la tête du gouvernement qu’il nomme. Celui-ci se compose d’un ministre d’État et de cinq ministres. Le prince partage le pouvoir législatif avec le Conseil national, élu au suffrage universel tous les cinq ans. Les élections multipartites pour le Conseil national en février 2018 ont été jugées libres et équitables.

La police nationale est responsable du maintien de l’ordre public et de la sécurité des personnes et des biens. La Garde du Palais est responsable de la sécurité du prince, de la famille royale et de leurs biens. Toutes deux relèvent du ministère de l’Intérieur. Les autorités civiles ont maintenu un contrôle efficace sur les forces de sécurité. Aucun rapport ne fait état d’abus de la part des forces de sécurité.

Parmi les questions importantes en matière de droits de l’homme figure l’existence de lois sur le délit de diffamation.

Le pays dispose de mécanismes permettant d’identifier et de sanctionner les fonctionnaires susceptibles de commettre des violations des droits de l’homme.

### **Section 1. Respect de l’intégrité de la personne, y compris la protection contre :**

#### **a. Privation arbitraire de la vie et autres assassinats illégaux ou à motivation politique**

Aucun assassinat arbitraire ou illégal commis par le gouvernement ou ses agents n’a été signalé. L’Inspection générale des services de police du ministère de l’Intérieur est chargée d’enquêter pour déterminer si les meurtres perpétrés par les forces de sécurité étaient justifiables.

#### **b. Disparition**

Aucune disparition liée aux autorités gouvernementales ou en leur nom n’a été signalée.

#### **c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques, et il n’a pas été signalé que des fonctionnaires les aient employées. L’impunité n’est pas un problème important au sein des forces de sécurité.

## **Conditions de détention dans les prisons et les centres de détention**

Il n'y a pas eu de rapports significatifs concernant les conditions de détention dans les prisons ou les centres de détention ayant soulevé des préoccupations en matière de droits de l'homme. Les autorités envoyaient généralement les non-citoyens condamnés à de longues peines de prison en France pour y purger leur peine.

Conditions physiques: Il n'y a pas eu de préoccupations majeures dans les prisons et les centres de détention concernant les conditions physiques ou les violences commises envers les détenus.

Administration: Les autorités ont mené des enquêtes appropriées sur les allégations crédibles de mauvais traitements.

Contrôle indépendant: Le gouvernement a autorisé la surveillance par des observateurs non gouvernementaux indépendants, comme les visites régulières du Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe.

### **d. Arrestation ou détention arbitraire**

La Constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires et prévoient le droit de toute personne de contester la légalité de son arrestation ou de sa détention devant un tribunal. Le gouvernement a généralement respecté ces exigences.

### **Procédures d'arrestation et traitement des détenus**

Des mandats d'arrêt sont nécessaires. Un détenu doit comparaître devant un magistrat instructeur dans les 24 heures suivant son arrestation pour être informé des accusations portées contre lui et de ses droits en vertu de la loi, et les autorités ont généralement respecté cette exigence. Il existe un système de mise en liberté sous caution qui fonctionne. Les autorités ont libéré la plupart des détenus sans caution, mais le magistrat instructeur peut ordonner la détention au motif que le suspect pourrait s'enfuir ou interférer avec l'enquête sur l'affaire. Les détenus avaient généralement accès à un avocat dans les plus brefs délais, et le gouvernement en fournissait un aux accusés indigents. Le magistrat instructeur peut prolonger indéfiniment la période de détention initiale de deux mois par tranches supplémentaires de deux mois. Le magistrat instructeur autorisait habituellement les membres de la famille à voir les détenus.

### **e. Refus d'un procès public équitable**

La Constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant, et le gouvernement a généralement respecté l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

## **Procédures de procès**

La loi prévoit le droit à un procès équitable, et un pouvoir judiciaire indépendant fait généralement respecter ce droit. Les prévenus bénéficient d'une présomption d'innocence et sont généralement informés rapidement et en détail des accusations portées contre eux. À l'exception des affaires impliquant des mineurs, les procès sont publics, généralement devant un juge ou un tribunal de juges. Les défendeurs ont le droit d'être présents à leur procès. Les défendeurs ont le droit de consulter un avocat en temps utile. Un avocat est fourni aux frais de l'État, si nécessaire, lorsque les prévenus sont confrontés à des accusations pénales graves. Les prévenus et leurs avocats disposent de suffisamment de temps et de moyens pour préparer leur défense et ont accès à un service d'interprétation gratuit si nécessaire. Les prévenus peuvent interroger les témoins de l'accusation ou du plaignant à leur rencontre et présenter des témoins et des preuves pour leur défense. Ils ne peuvent être contraints de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. Les prévenus ont un droit de recours.

En raison de la pandémie de COVID-19, il y a eu des retards dans les affaires judiciaires. Le tribunal a été fermé au public de la mi-mars au 4 mai. Au 1er septembre, toutes les audiences avaient été reportées, à l'exception de celles relevant d'urgences. Certaines peines ont été suspendues et leur exécution est prévue plus tard dans l'année.

## **Prisonniers et détenus politiques**

Il n'y a eu aucun rapport sur des prisonniers ou des détenus politiques.

## **Procédures judiciaires civiles et recours**

Le pays dispose d'un système judiciaire indépendant et impartial en matière civile, et les résidents ont accès à un tribunal pour intenter des poursuites en vue d'obtenir des dommages et intérêts pour des violations des droits de l'homme ou la cessation de celles-ci. Les plaignants ont régulièrement utilisé les recours administratifs disponibles pour demander réparation des torts allégués. Les personnes peuvent faire appel des décisions de justice impliquant des violations présumées de la Convention européenne des droits de l'homme auprès de la Cour européenne des droits de l'homme après avoir épuisé toutes les voies de recours devant les tribunaux nationaux.

### **f. Interférences arbitraires ou illégales dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La Constitution et la loi interdisent de telles actions, et il n'y a eu aucun rapport indiquant que le gouvernement n'ait pas respecté ces interdictions.

## **Section 2. Respect des libertés civiles, y compris :**

### **a. Liberté d'expression, y compris pour la presse**

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'expression, y compris pour la presse, et le gouvernement a généralement respecté ce droit. Une presse indépendante, un système judiciaire efficace et un système politique démocratique qui fonctionne, combinés pour promouvoir la liberté d'expression, y compris pour la presse.

Lois sur la diffamation : La loi interdit les « dénonciations » publiques de la famille régnante et prévoit des peines de six mois à cinq ans de prison en cas de violation. Les autorités n'ont accusé personne d'avoir enfreint ces statuts au cours de l'année. La loi sur la liberté d'expression interdit la diffamation ou l'insulte, notamment à l'égard des citoyens responsables d'un service ou d'une fonction publique.

### **Liberté de l'internet**

Le gouvernement n'a pas limité ou perturbé l'accès à l'internet ni censuré le contenu en ligne, et il n'y a pas eu de rapports crédibles indiquant que le gouvernement aurait surveillé des communications privées en ligne sans autorisation légale appropriée.

### **Liberté académique et événements culturels**

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté académique ou aux événements culturels.

### **b. Libertés de réunion et d'association pacifiques**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de réunion et d'association pacifiques et le gouvernement a généralement respecté ce droit.

### **c. Liberté de religion**

Voir le rapport du Département d'État sur la liberté religieuse internationale à l'adresse suivante <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

### **d. Liberté de circulation**

La loi prévoit la liberté de circulation interne, de voyage à l'étranger, d'émigration et de rapatriement, et le gouvernement a généralement respecté ces droits.

### **e. Statut et traitement des déplacés internes**

Sans objet.

### **f. Protection des réfugiés**

Accès à l'asile : La loi ne prévoit pas l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié, et le gouvernement n'a pas établi de système pour assurer la protection des réfugiés. Monaco n'est normalement pas un pays d'accueil de réfugiés. La France s'occupe des questions d'immigration pour Monaco.

### **Section 3. Liberté de participer au processus politique**

Le pouvoir de changer de gouvernement et d'initier des lois appartient uniquement au prince. La Constitution peut être révisée d'un commun accord entre le prince et le Conseil national élu. La Constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir le Conseil national lors d'élections périodiques, libres et équitables, organisées au scrutin secret et basées sur le suffrage universel et égal.

#### **Élections et participation politique**

Élections récentes : Les observateurs ont estimé que les élections du Conseil national en février 2018 étaient libres et équitables.

Participation des femmes et des membres des groupes minoritaires : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres des minorités au processus politique, et ils y ont participé.

### **Section 4. Corruption et manque de transparence dans le gouvernement**

La loi prévoit des sanctions pénales pour la corruption des fonctionnaires, et le gouvernement a généralement appliqué ces lois de manière efficace. Aucun cas de corruption gouvernementale n'a été signalé au cours de l'année.

Corruption : Le 17 février, l'organe anticorruption du Conseil de l'Europe, le Groupe d'États contre la corruption (GRECO), a publié un rapport de conformité suivant les recommandations qui ont été faites dans son rapport d'évaluation de la prévention de la corruption de 2017. Le rapport a noté les progrès réalisés dans la prévention de la corruption des magistrats, notamment les nouvelles mesures visant à mieux définir les normes éthiques et à prévoir un examen périodique des juges.

Le 8 juillet, le tribunal a rejeté une enquête pénale pour fraude et blanchiment d'argent ouverte par le milliardaire russe, collectionneur d'art et propriétaire de l'équipe de football locale AS Monaco, Dmitry Rybolovlev, contre le marchand d'art suisse Yves Bouvier. Le litige artistique de longue date, d'une valeur de 2 milliards de dollars, a été rejeté au motif que « toutes les enquêtes ont été menées de manière partielle et injuste. »

Divulgaration de renseignements financiers : Les fonctionnaires nommés et élus ne sont pas soumis aux lois sur la divulgation financière.

## **Section 5. Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme**

Bien que le gouvernement n'ait pas restreint la création ou le fonctionnement de groupes consacrés à la surveillance des droits de l'homme, aucun n'existait dans le pays. Les organisations internationales des droits de l'homme ont généralement fonctionné sans restriction gouvernementale, enquêtant et publiant leurs conclusions sur les cas de droits de l'homme.

Organismes gouvernementaux de défense des droits de l'homme : Le service de médiation du gouvernement est à la disposition des résidents qui cherchent à obtenir réparation contre des décisions administratives. Le Haut Commissariat à la protection des droits et libertés et à la médiation protège les droits de l'homme et lutte contre la discrimination. Bien que le bureau agisse de manière indépendante, qu'il dispose de ressources suffisantes et qu'il soit considéré comme efficace, le gouvernement n'autorise pas le haut commissaire à lancer des enquêtes de son propre chef.

## **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des êtres humains**

### **Femmes**

Viol et violence domestique : Le viol, y compris le viol conjugal, est un crime passible de cinq à vingt ans de prison, selon le type de délit. La loi interdit la violence conjugale, et les victimes peuvent porter plainte contre les conjoints violents. Selon l'Association d'aide aux victimes d'infractions (AVIP), une organisation non gouvernementale basée à Monaco qui soutient les victimes de violence domestique, il y aurait eu 24 cas de violence domestique ou familiale et quatre cas de viols au 1<sup>er</sup> septembre. Selon l'AVIP, environ 70 % de ces cas concernent des résidents non monégasques.

Le 3 juin, le gouvernement et l'équipe de football locale, l'AS Monaco, ont annoncé la création d'un partenariat conjoint visant à fournir un hébergement temporaire aux victimes de violences domestiques. L'AS Monaco a mis une partie de ses installations à la disposition des victimes jusqu'à la fin du mois de juin.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel est un crime passible de trois mois à trois ans de prison, selon le type de délit. Aucun cas de harcèlement sexuel n'a été signalé au cours de l'année.

Coercition dans le contrôle des populations : Il n'y a eu aucun rapport d'avortement forcé ou de stérilisation involontaire de la part des autorités gouvernementales.

Discrimination : La loi prévoit l'égalité des hommes et des femmes. Le gouvernement a fait appliquer la loi de manière efficace.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances: La citoyenneté peut être transmise par un parent citoyen. Le gouvernement enregistre immédiatement les naissances.

Mariage d'enfants, précoce et forcé: L'âge minimum légal du mariage dans le pays est de 18 ans pour les femmes et les hommes. Les enfants de moins de 18 ans ont besoin d'une autorisation parentale pour se marier.

Exploitation sexuelle des enfants: La prostitution et la pornographie enfantines sont illégales, et les autorités font respecter la loi. L'âge minimum légal pour les relations sexuelles consenties est de 15 ans.

Enlèvements internationaux d'enfants: Le pays est partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Voir le *rapport annuel du Département d'État sur l'enlèvement international d'enfants par un parent* à l'adresse <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

## **Antisémitisme**

Selon le Congrès juif européen, la communauté juive compte environ 1 000 personnes, dont la plupart ne sont pas des citoyens du pays mais des résidents étrangers. Selon l'Association Culturelle Israélite, basée à Monaco, aucun acte antisémite n'a été signalé.

## **Traite des êtres humains**

Il n'y a pas eu de rapports confirmés au cours de l'année indiquant que Monaco était un pays d'origine, de destination ou de transit pour les victimes de la traite des êtres humains.

La traite des personnes est une infraction pénale. Suite à sa première visite d'évaluation de 2019 à Monaco, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) du Conseil de l'Europe a publié un rapport sur le pays en février et a demandé aux autorités de faire davantage pour lutter contre la traite des personnes. Le GRETA affirme que les travailleurs domestiques et les personnes travaillant sur des yachts peuvent être exposés à un risque accru de traite. Plus de 40 000 travailleurs français et italiens font chaque jour la navette entre la France et Monaco.

## **Personnes handicapées**

La Constitution et la loi interdisent la discrimination à l'égard des personnes handicapées dans l'éducation, l'emploi, les services de santé, l'information, les communications, les bâtiments, les transports, le système judiciaire et les autres services publics. Le gouvernement a mis en œuvre ces lois de manière efficace.

## **Membres de groupes minoritaires nationaux/ethniques**

La loi ne définit pas clairement et n'interdit pas expressément la discrimination directe et indirecte fondée sur l'identité nationale, raciale ou ethnique.

Les statistiques policières et judiciaires sur les crimes et les discours raciaux n'ont pas été publiées. Selon l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le pays n'a jamais fourni de données sur les crimes raciaux.

## **Actes de violence, crimes et autres abus reposant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

La loi interdit toute discrimination fondée sur l'orientation ou l'identité sexuelle, notamment en matière de logement, d'emploi, de nationalité et d'accès aux services publics. Elle prévoit des amendes, des peines d'emprisonnement, ou les deux, pour les personnes qui provoquent la haine ou la violence contre une personne ou un groupe en raison de son orientation sexuelle, réelle ou supposée. Le gouvernement a fait appliquer ces lois.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit de négociation collective**

La loi prévoit le droit des travailleurs, y compris des travailleurs étrangers, de former des syndicats indépendants et d'y adhérer, de négocier collectivement et de mener des grèves légales ; les fonctionnaires n'ont pas le droit de grève. La discrimination antisyndicale est interdite. La loi exige que la majorité des membres du bureau d'un syndicat soient des citoyens de Monaco ou de France. Les représentants syndicaux ne peuvent être licenciés qu'avec l'accord d'une commission qui comprend deux membres de l'association des employeurs et deux membres du mouvement syndical. Le gouvernement a généralement respecté ces droits.

Le gouvernement a généralement fait respecter la loi. Les sanctions sont proportionnelles à celles prévues par d'autres lois relatives au déni des droits civils et sont généralement suffisantes pour décourager les violations. Le gouvernement fournit l'assistance de médiateurs pour les conflits privés ou professionnels afin d'éviter des procédures judiciaires longues et coûteuses et de trouver une solution acceptable pour toutes les parties au litige.

Le gouvernement et les employeurs ont généralement respecté la liberté d'association et le droit de négociation collective, et les organisations d'employeurs et les syndicats ont négocié des accords sur les conditions de travail qui ont été largement respectés.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

La Constitution et la loi interdisent toute forme de travail forcé ou obligatoire. Les informations concernant l'adéquation des ressources, l'effort de remédiation, la suffisance des inspections et les sanctions en cas de violation n'étaient pas disponibles. Aucun cas d'allégation de travail forcé n'a été déposé au cours de l'année.

## **c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi**

La loi interdit les pires formes de travail des enfants. L'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans. Les possibilités d'emploi pour les personnes âgées de 16 à 18 ans sont sévèrement limitées. Les jeunes de moins de 18 ans sont autorisés à travailler huit heures par jour jusqu'à un maximum de 39 heures par semaine et il leur est interdit de travailler la nuit. Le gouvernement a fait appliquer la loi de manière efficace. Les pénalités étaient comparables à celles de crimes similaires ; aucune violation n'a été signalée au cours de l'année.

## **d. Discrimination en matière d'emploi et de profession**

La loi exige un salaire égal pour un travail égal. Aucune donnée n'était disponible pour justifier un quelconque écart de rémunération entre les sexes.

La loi autorise le licenciement d'employés étrangers sans justification (à l'exception des membres français des syndicats décrits à la section 7.a.).

## **e. Conditions de travail acceptables**

Il existe un salaire minimum, qui dépasse l'estimation officielle du niveau de pauvreté. La loi et le décret gouvernemental établissent des normes de santé et de sécurité qui sont appropriées pour le pays. Les comités de santé et de sécurité sur le lieu de travail et les inspecteurs du travail du gouvernement ont fait respecter les normes. Les sanctions étaient proportionnelles à celles prévues pour des violations similaires, et les inspections suffisantes pour assurer la conformité.

Le département de l'emploi du ministère de la santé et des affaires sociales disposait d'un nombre suffisant d'inspecteurs du travail. L'inspecteur en chef répondait directement au directeur du département de l'emploi. Les inspecteurs du travail informent les employeurs et les employés sur toutes les questions liées au droit du travail ainsi qu'aux normes de santé et de sécurité. Ils ont agi pour l'arbitrage, la médiation et la conciliation des conflits sociaux. Ils ont effectué des inspections régulières sur le terrain, y compris des visites inopinées, pour s'assurer que les employeurs respectent toutes les exigences de la loi. Aucune donnée n'était disponible sur l'application des normes de sécurité et de santé au travail dans l'économie informelle.